

Lyon 5^e

Résidence Nicolas-Sicard : les locataires attendent des réponses

Les locataires de la résidence Nicolas-Sicard ont été conviés à la réunion qui s'est déroulée le 3 mai, à la MJC Ménéval, afin d'obtenir des réponses sur le projet de tramway devant voir le jour sur l'avenue de Ménéval.

Près d'une vingtaine d'habitants de la résidence Nicolas-Sicard était présente à la réunion dirigée par Jean-Pierre Ottaviani, directeur de la confédération syndicale des familles (CSF).

La première partie concernait les problèmes récurrents non résolus dans la résidence, comme la présence de cafards, une humidité constante dans les murs des appartements, l'effondrement progressif d'un balcon, une invasion de fourmis, des problèmes de chauffage, etc. Le directeur de la CSF a rappelé l'importance de créer un collectif pour faire remonter l'ensemble des difficultés.

Deux options pour le relogement des habitants

La seconde partie s'est portée sur le projet de tramway qui devrait passer sur l'avenue de Ménéval. Tous se posent de multiples questions sur leur avenir et leurs conditions de vie. Parmi les questions fréquentes : « La résidence va-t-elle être détruite ? Pourquoi faire un tramway alors que le secteur est déjà bien desservi par les bus ? Si nous sommes relogés, ce serait à quel



Jean-Pierre Ottaviani, préside la réunion devant une vingtaine d'habitants de la résidence Nicolas-Sicard. Photo Cristina Wells

endroit et pourrions-nous revenir par la suite ? Comment vont faire certaines personnes qui ont un handicap ? ».

Jean-Pierre Ottaviani a communiqué les informations dont il disposait. Insistant sur l'ampleur d'un chantier futur. Aucune date de lancement n'a été évoquée. Tous attendent la réponse du Sytral.

Deux options pourraient voir le jour pour les habitants. La première serait de reloger dans un autre secteur de manière provisoire chaque foyer, avant de pouvoir revenir, ou prendre l'option définitive d'être relogé dans un autre secteur.

La CSF demandera une reconstruction des logements sociaux sur la zone après la fin des travaux, pour que les foyers les

plus modestes ne puissent pas être exclus. Le directeur de la CSF a encouragé les habitants à venir s'exprimer pour le futur.

Parce que l'humain doit rester au cœur des débats, la CSF a expliqué que des priorités devront être accordées selon des cas bien spécifiques. Jean-Pierre Ottaviani a précisé : « Je pense qu'il ne faut pas être pessimiste, il faut transformer les angoisses en des points positifs et ne pas rester pour autant avec des problèmes récurrents. Il faut agir ensemble, nos relations avec la SACVL sont bonnes, on a un atout pour se faire entendre. Il faut garder le moral. Toute information future sera communiquée. »

● De notre correspondante Cristina Wells

Lyon

Expulsion de familles à la rue par le maire : les regrets de la députée écologiste, Marie Charlotte Garin



Un rassemblement a eu lieu devant l'hôtel de ville au lendemain de l'expulsion du gymnase Dargent. Photo Tatiana Vazquez

La députée de Lyon qui avait fait, l'hiver dernier, de la question des enfants sans toit, son combat, regrette que des solutions n'aient pas été trouvées entre la Ville et les collectifs avant l'évacuation du gymnase Dargent vendredi soir. Elle interpelle de nouveau la préfecture sur le nombre de places d'hébergement ouvertes dans le Rhône.

C'est un constat qu'elle partage par communiqué de presse. La députée écologiste, Marie Charlotte Garin, réagit à l'expulsion précipitée de 170 femmes et enfants du gymnase Dargent, vendredi soir, par la Ville de Lyon. Et ferait presque la leçon au maire Grégory Doucet. Aux collectifs de soutien. Et à la préfecture du Rhône.

« Dégradation du lien de confiance »

À la demande du maire, Grégory Doucet, la police nationale est intervenue pour évacuer le site où les familles venaient d'entrer. Une décision, première du genre depuis le mandat, qui laisse les

« Il est impératif de rappeler que la Ville et les collectifs ne peuvent être adversaires »
Jamais sans toit et Solidarité entre femmes à la rue

collectifs de soutien, Jamais sans toit et Solidarité entre femmes à la rue, en colère. Ils dénoncent une politique répressive, loin des engagements et des affichages portés par Grégory Doucet sur la question du sans-abrisme, de l'hébergement d'urgence et des enfants à la rue.

« La situation atteste d'une dégradation du lien de confiance et du dialogue entre les collectifs et la Ville de Lyon. Il est impératif de rappeler que la Ville et les collectifs ne peuvent être adversaires, ils sont face à l'urgence et à l'abandon de l'Etat, de facto, partenaires », écrit le parlementaire de Lyon qui avait fait l'hiver dernier de la question des enfants sans toit, son combat.

Où sont les places ?

Elle avait interpellé, plusieurs fois, le gouvernement sur la nécessité de créer des places d'hébergement d'urgence. Aujourd'hui, elle affirme que, malgré les annonces de budget supplémentaires de 120 millions d'euros, le ministère du logement n'est pas en capacité de nous donner des chiffres précis concernant la création de nouvelles places d'hébergement d'urgence dans le Rhône. Où sont les places ?

● T. V.

Contactée samedi, la préfecture affirme de son côté que les 300 places supplémentaires annoncées en janvier ont bien été ouvertes. Et que « chaque jour, l'Etat finance 22 000 places d'hébergement d'urgence et de logement ».

Lyon ● Une collecte citoyenne pour éviter la pollution des océans



Toutes les générations pour 45 minutes de collecte sur 800 mètres. Photo Michel Nielly

Sur les quais, entre les ponts de la Guillotière et Lafayette, l'antenne lyonnaise de l'ONG mondiale Surfrider a organisé, ce dimanche 5 mai, une collecte de déchets. 50 Lyonnais, sacs et gants en main, ont ramassé des dizaines de milliers de mégots, canettes, verres, bouteilles en plastique et objets divers. Tout a été comptabilisé. Le résultat sera transmis à Bruxelles pour interpeller les politiques et les industriels afin de faire bouger les lois visant à la sauvegarde des océans. « Jeter à terre, c'est jeter en mer », tel est le message lancé par Florence, Marie et Thierry de l'antenne 69.